

La résolution politique de la DPN

Loin de résoudre les problèmes de l'inflation et du chômage, le programme gouvernemental présenté par Barre à Blois, cherche à donner satisfaction aux revendications patronales, y compris à celles des petits et moyens capitalistes, que ne satisfaisaient ni un régime des prix favorisant les grands trusts, ni des velléités «réformatrices» jugées nécessaires.

Rivalités à droite

Les heurts survenus sur les candidatures au premier tour entre les différentes fractions de la majorité ne proviennent pas principalement de leur désaccord sur la politique économique et sociale : toute la droite s'entend pour faire payer la crise par les travailleurs, aggraver l'austérité à leurs dépens et au profit du capital. Ils expriment la rivalité entre le RPR et la coalition giscard-centriste, dont l'enjeu essentiel concerne le contrôle sur le gouvernement et l'Etat dans la perspective des prochaines élections présidentielles et la nature des futures alliances. Cette rivalité s'efface devant l'impératif de se regrouper au second tour contre la gauche et le mouvement ouvrier et populaire dans son ensemble, à un moment où les déchirements de la gauche peuvent laisser à la majorité actuelle une chance de se maintenir.

L'unité perdue

L'impopularité de la politique économique et sociale de la droite demeure cependant l'élément essentiel qui peut entraîner sa défaite. La gauche s'est privée de l'atout principal dont elle disposait pour s'engager positivement dans la voie de la victoire : son union. Bien qu'elle ait souvent caricaturé ce que devrait être une véritable unité, malgré les ambiguïtés, les contradictions et les silences du Programme commun, l'existence de l'union de la gauche suscitait l'espoir d'une masse importante de travailleurs. Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Les partenaires sont passés de la polémique sur le programme de gouvernement à la rupture. Si le PSU a critiqué leurs stratégies, s'il s'est efforcé depuis des années d'obtenir un véritable débat, c'était pour faire progresser l'unité. A l'inverse, c'est à une grave régression de celle-ci qu'ont abouti les signataires du programme commun. Le PSU ne peut accepter que l'on joue ainsi avec l'espoir de la classe ouvrière.

● Le PS, au moins depuis 1974, ne s'est jamais démarqué clairement d'une politique de gestion sociale de la crise. Il n'a jamais pris position sur la nécessaire offensive de la gauche contre Giscard en cas de victoire électorale. Il n'a jamais abandonné ses tentations atlantistes. Ces caractéristiques sont d'autant plus alarmantes que, tout en s'affirmant unitaire, sa volonté est de s'assurer une position hégémonique dans l'appareil politique, administratif et économique, en s'appuyant sur les institutions actuelles. Le PS demeure sensible aux pressions américaines comme en témoigne la récente entrevue Carter-Mitterrand.

Le PS a apporté des aménagements tardifs à ses positions, par exemple sur le SMIC, la sidérurgie, l'impôt sur la fortune. Ces ajustements de dernière minute ne modifient rien à l'orientation de la politique économique du PS qu'il

a définie tout au long des dernières années, et non à l'occasion d'un récent « virage à droite ».

● La dénonciation virulente du PS par le PCF, telle qu'elle s'est exprimée lors de la Conférence nationale des 7 et 8 janvier, vise à masquer ses responsabilités dans la situation actuelle. Parce qu'il n'a pas voulu d'un véritable mouvement de masse unitaire, le PCF a permis au PS de garder ses positions et de modifier en sa faveur le rapport de force.

Ainsi, le PCF privilégie ses seuls intérêts d'organisation, tout en les présentant comme identiques à ceux des travailleurs. Son attitude, par la forme qu'elle prend et le climat qu'elle crée, risque de conduire à des résultats contradictoires avec l'objectif qu'il dit rechercher. Elle crée les conditions d'une « mauvaise victoire » : les travailleurs divisés et démobilisés. Elle pourrait faciliter la constitution d'un gouvernement socialiste pratiquement homogène, alors que le PCF a dénoncé cette perspective.

Par sa position sur le désistement au second tour, le PCF réduit les possibilités de victoire électorale des forces de gauche. En affirmant que la politique d'un gouvernement socialiste aggraverait la politique d'austérité et d'inégalité, le PCF ouvre la porte à la confusion entre le PS et l'ennemi de classe. Toute l'histoire du mouvement ouvrier a montré le caractère dangereux de cette politique pour les intérêts, immédiats comme à long terme, des travailleurs. En outre, malgré ses récentes déclarations sur l'autogestion, la ligne du PCF demeure axée sur une gestion centraliste et étatique de la société.

● Les organisations syndicales CGT et CFDT n'ont pas pris, quand il en était encore temps, d'initiatives susceptibles de modifier le cours d'une polémique croissante. Aujourd'hui, elles ne peuvent éviter les répercussions de la division de la gauche. Si elles s'entendent pour développer l'unité d'action par branches, par contre elles développent des analyses opposées sur les désaccords entre PCF et PS, avec une dénonciation unilatérale de leurs responsabilités. Dans la bataille que se livrent le PCF et le PS disparaît l'essentiel : la nécessité d'une mobilisation populaire pour assurer une victoire réelle des travailleurs, s'appuyant sur l'aspiration profondément autogestionnaire à vivre, produire, travailler autrement. En raison de leur nature, de leur stratégie et de leurs préoccupations tactiques, aucun des deux partis ne peut prendre en compte cette exigence. Elle ne peut s'imposer que dans un rapport unitaire conflictuel (à tous les niveaux) entre ceux qui sont les plus proches de l'aspiration autogestionnaire et les communistes et les socialistes. Ce qui signifie, pour les autogestionnaires, d'une part de prendre sans relâche des initiatives pour la construction de l'unité, d'autre part de peser par leur rassemblement d'un poids politique suffisant pour rompre le cercle vicieux des seuls rapports entre PCF et PS.

L'alternative : le Front autogestionnaire

C'est précisément dans cette perspective que s'inscrit le Front autogestionnaire. Il s'est constitué, à partir de la base, avec des militants des mouvements ouvrier, de femmes, écologique, anti-capitaliste, prenant en compte les aspirations à une autre croissance, à une véritable égalité, à une

politique internationale anti-impérialiste, à de nouvelles libertés. Il entend participer pleinement à la défaite de la majorité actuelle, par sa présence dans de très nombreuses circonscriptions, par un désistement pour le candidat de gauche arrivé en tête au premier tour, par son refus de faire par quelque moyen que ce soit le jeu de la droite au second tour. Au delà des élections, il entend préparer les conditions de la transformation de la défaite électorale de la droite en offensive victorieuse des travailleurs, par la mobilisation populaire. Celle-ci sera immédiatement nécessaire pour exiger la constitution d'un gouvernement représentatif des travailleurs sur la base d'un programme qui réponde à leur

attente.

L'ensemble de ces éléments fait du Front autogestionnaire tout autre chose qu'un cartel électoral, ou un ensemble de témoignages sur les luttes. Il constitue l'ébauche d'une force politique de la gauche socialiste autogestionnaire et unitaire qui s'adresse aussi à ceux qui ne retrouvent pas leurs aspirations dans les autres formations, qui sont déçus ou scandalisés par leur attitude. Le Front autogestionnaire doit être une réponse à la crise de la gauche et ouvrir de nouvelles perspectives pour l'Unité populaire et le socialisme. ■